

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1760 - 18 mars 1993 - 4,50 F

D 1760 CUBA: LES SCÉNARIOS DE "RAND CORPORATION"

Sur demande du gouvernement nord-américain, l'institut d'études sociales et politiques "Rand Corporation" des Etats-Unis a élaboré en novembre 1992 un rapport d'enquête sur "L'avenir de Cuba dans un monde post-communiste". Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, Cuba est en effet dans une situation désastreuse (cf. DIAL D 1453, 1472, 1628 et 1745). Quel avenir pour le pays? Quelles évolutions politiques possibles?

Les élections législatives et provinciales du 24 février 1993 n'ont réservé aucune surprise puisqu'il n'y avait qu'un candidat par poste. La nouveauté est cependant le vote blanc ou nul qui, à La Havane, s'est élevé à plus de 10%. En même temps, les déclarations modérées de Fidel Castro après l'investiture du président nord-américain Clinton semblent traduire l'apparition d'un climat politique nouveau à Cuba. Le 5 mars 1993, sur la chaîne nord-américaine de télévision ABC, Fidel Castro se déclarait même prêt à "négocier" avec les Etats-Unis.

Dans ce contexte, les différents scénarios politiques envisagés par l'institut Rand Corporation n'en sont que plus intéressants, même s'ils ont été élaborés sous la présidence Bush. Dans le texte ci-dessous, nous donnons le résumé des thèses nord-américaines préparé par l'agence de presse **ALAI** d'Equateur, dans son numéro du 1er février 1993.

Note DIAL

LES STRATÉGIES DE L'ONCLE SAM

En novembre 1992, Rand Corporation a publié un rapport sur Cuba, élaboré dans le cadre d'une recherche sur "L'avenir de Cuba dans un monde post-communiste" à la demande du bureau du sous-secrétaire à la défense, pour les affaires de sécurité nationale, du gouvernement nord-américain. Après avoir analysé la situation actuelle de crise dans l'île, le rapport présente les différents scénarios possibles à court et moyen terme, ainsi que leur impact sur la politique nord-américaine envers ce pays.

Nous présentons ci-après un résumé de ces deux derniers aspects du rapport dont les perspectives, bien qu'élaborées sous le gouvernement de George Bush, pourraient cependant influencer sur la politique du président Clinton envers Cuba.

Rand Corporation considère comme improbable que Fidel Castro cède à des pressions extérieures et s'accommode du "nouvel ordre mondial". Cette prémisse posée, le rapport énumère les défis que le régime de La Havane pourrait lancer aux Etats-Unis et les crises qu'il pourrait provoquer. Les voici, dans l'ordre décroissant de probabilité.

1) Le plus probable est que "Castro survive et continue d'incommoder les Etats-Unis". Selon ce scénario, le régime cubain estime être suffisamment fort sur le plan international, avec une intégration minimale à l'économie mondiale et grâce au réseau de protection tissé avec l'Amérique latine et avec d'autres pays, pour se maintenir et se développer. Au mieux, si le régime parvenait à freiner

à court et moyen terme la détérioration de son économie, son capital politique à l'intérieur et à l'extérieur est tel que le régime parviendrait à survivre à la crise sans s'effondrer (à la manière de ce qui s'est passé pour le Mexique dans les années quatre-vingt). Avec une telle perfusion de vitalité - estime le rapport - et compte tenu du fait que l'embargo nord-américain est de plus en plus difficile à légitimer, Castro pourrait essayer d'isoler les Etats-Unis en maniant l'argument de l'existence de "deux Amériques", les Etats-Unis étant alors exclus du bloc latino-américain et caraïbe; il pourrait également envisager un référendum ou des élections "libres", à condition que Washington lève l'embargo.

2) Une deuxième probabilité est celle d'un nouveau "Mariel" (1). Si la nouvelle stratégie économique ne donnait pas de résultats ou si les tensions politiques intérieures devaient augmenter, le gouvernement de La Havane pourrait aller jusqu'à favoriser une émigration à une échelle encore plus grande qu'en 1980. Malgré son coût et ses risques, y compris l'éventualité d'une perte du contrôle social, un nouveau Mariel pourrait alléger les pressions intérieures et permettrait de répartir les biens matériels des émigrés entre les partisans du régime. C'est l'hypothèse avancée par Rand Corporation, qui estime qu'un tel choix mettrait les gouvernants nord-américains en grand embarras et réactiverait le nationalisme cubain en raison du renouveau des tensions avec les Etats-Unis.

3) Le troisième scénario est celui d'un changement dans l'île sous le signe de la violence. Le rapport estime cependant que, dans l'état actuel, la société civile est par trop affaiblie pour procéder à ce changement à partir de la base, et que les réformes ne peuvent venir du sommet étant donné l'intransigeance de la direction politique. Dans ce contexte, c'est la détérioration continue de l'économie qui serait seule susceptible de déclencher une explosion à moyen terme. Le détonateur pourrait en être:

- une tentative de coup d'Etat au niveau d'officiers subalternes qui rompraient avec leurs officiers supérieurs ou généraux favorables à Fidel Castro ou à son frère Raul;
- une tentative d'assassinat simultané de Fidel et de Raul Castro, laquelle nécessiterait le moins de conspirateurs possibles pour n'être pas détectée;
- une escalade dans des manifestations spontanées de certaines couches de population contre le régime, manifestations qui seraient durement réprimées et qui seraient alors susceptibles de déclencher une guerre civile;
- une grève générale illégale lancée par les milieux populaires fatigués et désespérés parce qu'il n'y a rien pour produire ni rien à acheter.

Compte tenu du fait que le régime n'est nullement disposé à se rendre pacifiquement en cas de crise arrivant en phase terminale, le rapport de Rand Corporation estime qu'un tel scénario comporterait un degré de violence plus élevé que ce qui s'est produit dans la majorité des pays communistes.

4) Le dernier des scénarios étudiés est celui d'une confrontation avec les Etats-Unis. Même si cela semble peu probable dans le contexte actuel, le rapport n'écarte pas l'hypothèse d'un Fidel Castro déclenchant une ultime bataille contre l'impérialisme si son régime se trouvait au bord de l'abîme. Il pourrait chercher à provoquer les Etats-Unis par un Mariel II, par des combats navals ou aériens, par une attaque contre la base de Guantanamo (2), ou par une forte répression à l'intérieur, en calculant qu'il serait soutenu par le peuple cubain, par les forces armées et par une bonne partie de l'Amérique latine.

Le rapport de Rand Corporation souligne que les Etats-Unis doivent se préparer à faire face à de tels développements, et que leur politique doit aller bien au-delà d'une simple attitude passive. De part sa position stratégique dans les

Caraïbes et sa proximité des Etats-Unis, Cuba est une clé de la stabilité dans cette région du monde.

Conséquences pour la politique nord-américaine

Dans la partie concernant la politique des Etats-Unis envers Cuba, le rapport souligne qu'il faut faire une distinction entre les intérêts et les objectifs nord-américains face au régime de Castro, et les mêmes intérêts et objectifs face à Cuba comme telle, susceptible éventuellement de changer de régime. La politique des Etats-Unis, précise le rapport, doit toujours tendre à une transformation du régime actuel ou à son remplacement; mais elle doit aussi oeuvrer à l'émergence d'une société civile apte à poser les bases d'une "société libre, démocratique et de marché, accédant à long terme à la stabilité et à l'indépendance". Pour cela, explique le rapport, il faut un projet politique allant au-delà des cinq prochaines années afin d'éviter que les bénéfices à court et moyen terme ne soient préjudiciables aux objectifs à long terme. Cette politique doit être périodiquement corrigée en fonction des changements qui se produisent dans l'île.

Le rapport de Rand Corporation présente quatre options de politique globale permettant aux Etats-Unis d'atteindre ses objectifs par rapport à Cuba:

- 1) Continuer la politique actuelle de l'endiguement actif, qui inclut l'isolement du régime et les pressions sélectives sur lui.
- 2) Intensifier de façon draconienne les pressions politiques et économiques; en cas de guerre civile ou de répression extrême, envisager la possibilité d'une intervention militaire.
- 3) Diminuer les pressions, par exemple en levant l'embargo, si le régime autorise l'ouverture de l'espace politique et organise des élections libres.
- 4) Augmenter le flux des informations et des personnes, et prendre des mesures dans le sens du renforcement de la confiance afin de faire s'ouvrir les portes de Cuba, à l'exemple de ce qui s'est passé dans les autres pays communistes qui ont été pénétrés et minés par des liens plus étroits avec l'Occident.

Le rapport estime que pour les options deux et trois les inconvénients à long terme en matière de résultats et d'incertitudes sont largement supérieurs aux avantages à court terme. Une augmentation des pressions sur Cuba ne mènerait pas automatiquement à l'effondrement du régime, sauf si les pressions étaient accompagnées d'une intervention militaire directe et massive. Mais le coût politique et diplomatique en serait très élevé. Il pourrait en résulter un conflit prolongé qui se solderait, entre autres choses, par une possibilité réduite pour les Etats-Unis d'être une contrepartie positive dans un futur régime démocratique. Le rapport considère qu'une telle option ne peut être retenue (en riposte, par exemple, à une crise intérieure à Cuba) que dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA). Il convient de rappeler que ce rapport de Rand Corporation a été élaboré avant l'adoption de la loi Torricelli (3).

En ce qui concerne l'option sur la diminution des pressions pour renforcer à l'intérieur les positions réformistes, Rand Corporation estime qu'elle peut avoir l'effet inverse, étant donné qu'on ne connaît pas bien les éléments réformistes à l'intérieur de Cuba, ce qui aboutirait à renforcer le régime actuel économiquement et psychologiquement. Ce serait jeter par la fenêtre le principal avantage que détiennent les Etats-Unis à l'heure actuelle, c'est-à-dire le "double embargo" que constituent l'embargo proprement dit et le retrait du soutien soviétique.

Dans les circonstances présentes, le rapport préfère la politique actuelle qui a l'avantage d'être souple. Cependant il fait remarquer qu'elle peut être à elle seule insuffisante en cas, par exemple, de déclenchement d'une guerre civile ou

d'une campagne latino-américaine pour une normalisation des rapports avec Cuba. Elle ne permet pas non plus d'établir de ponts avec les acteurs cubains susceptibles d'oeuvrer à la réforme démocratique et à la libéralisation de l'économie pour demain. Sur ce point, le document de Rand Corporation juge que la politique actuelle doit se combiner avec la quatrième option, à savoir le renforcement des flux d'information et des liens avec Cuba, dans le cadre de la révolution mondiale de la communication.

Une guerre de l'information

Une politique d'ouverture de Cuba devrait aller plus loin que Radio Marti et TV Marti, en rendant opérationnel le câble téléphonique d'ATT entre Cuba et la Floride qui reste inutilisé. Au titre des mesures conventionnelles, on pourrait augmenter la distribution à Cuba de publications étrangères et encourager la création de réseaux de télécommunications par des pays tiers tels que le Mexique ou le Canada. Au titre des technologies plus sophistiquées propres à ouvrir la société cubaine, il faudrait donner à des individus et des organisations de Cuba les moyens de se brancher sur les réseaux informatiques mondiaux ou leur faciliter l'acquisition de télécopieurs, photocopieurs, caméras vidéo et ordinateurs.

Le rapport propose en outre d'établir davantage de contacts officiels entre Cubains et Nord-Américains afin de modifier la perception qu'ont les groupes-clés cubains des objectifs et des intentions des Etats-Unis. On pourrait envisager d'établir aussi des contacts avec les militaires sur le plan de la formation en invitant des observateurs militaires cubains à des manoeuvres militaires nord-américaines.

Rand Corporation estime qu'une telle combinaison de politiques de pression et d'ouverture permet de maintenir ouvertes toutes les options. Mais elle suggère qu'il serait convenable, pour faciliter les opérations d'ouverture et d'échange d'informations, que le gouvernement nord-américain ratifie l'engagement de non intervention militaire. Cela ouvrirait également la voie à une coopération plus étroite avec le Mexique et l'Espagne, de façon à ce que ces pays acceptent de soutenir les groupes dissidents et les organisations de droits de l'homme à l'intérieur de Cuba.

En conclusion, le rapport de Rand Corporation estime qu'une telle politique combinée permettrait aux Etats-Unis de favoriser davantage l'affirmation d'une société civile à Cuba, de faire face à toute crise intérieure et de poser les bases d'une riposte interaméricaine à une éventuelle crise incontrôlée dans l'île.

(1) C'est du port cubain de Mariel qu'un exode sans précédent de Cubains s'est opéré en direction des Etats-Unis en avril 1980, avec la tolérance du gouvernement cubain. En un mois, plus de 100.000 Cubains quittaient l'île. Le Parti communiste cubain pensait ainsi régler en partie ses difficultés économiques de l'époque. Cf. DIAL D 616 et 688 (NdT).

(2) Depuis 1903, les Etats-Unis entretiennent une importante base navale dans l'extrême sud-est de l'île de Cuba (NdT).

(3) Loi ratifiée le 23 octobre 1992 aux Etats-Unis, portant sur le renforcement de l'embargo contre Cuba. Cf. DIAL D 1745 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441